

Les Québécois font peu confiance au Conseil de presse du Québec en matière d'imputabilité journalistique

(Mis en ligne le 22 novembre 2011)

par Marc-François Bernier (Ph. D.)
Titulaire de la CREJ
Professeur agrégé
Université d'Ottawa
mbernier@uottawa.ca

Moins d'un Québécois sur cinq estime que le Conseil de presse du Québec est l'organisme le mieux placé pour s'assurer que les journalistes respectent l'éthique et la déontologie de leur métier. En fait, ils sont de plus en plus nombreux à préférer un tribunal spécialisé avec un pouvoir de sanction monétaire.

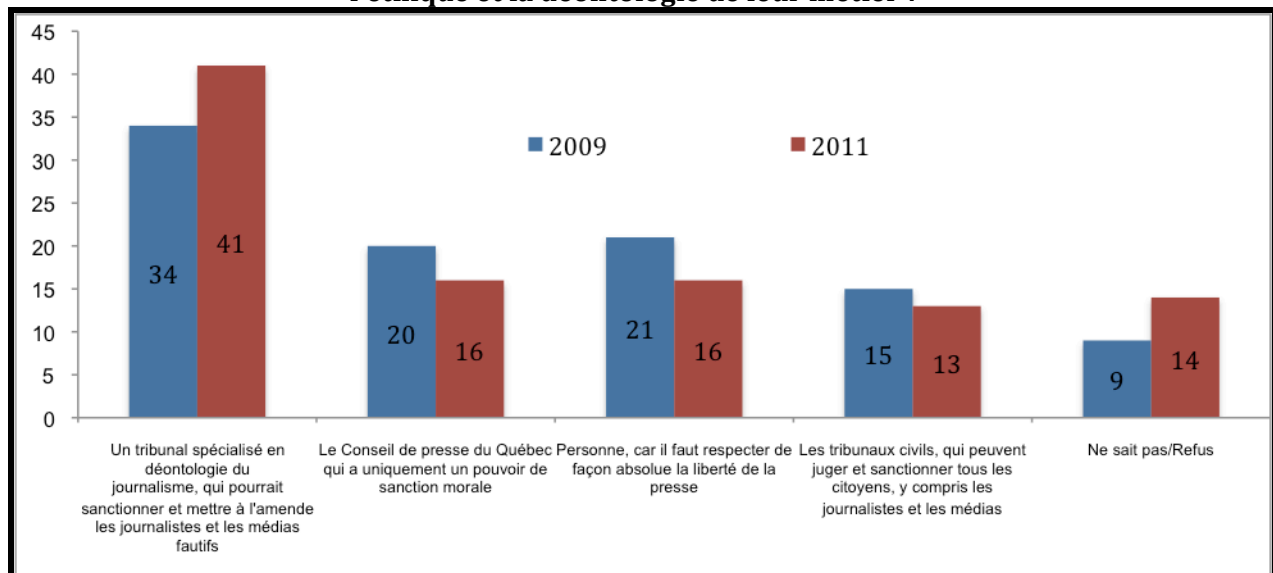
C'est ce que révèle le *Baromètre des médias 2011* de la Chaire de recherche en éthique du journalisme (CREJ) de l'Université d'Ottawa. Ces résultats proviennent d'un sondage de type omnibus réalisé par la firme CROP, du 13 au 17 octobre 2011, auprès de 1000 répondants du Québec, par le biais d'un panel web. Les résultats ont été pondérés pour être représentatifs de la population québécoise.

Comme nous l'avions fait dans le cadre du *Baromètre des médias 2009*, nous avons posé la question *Qui devrait assurer que les journalistes respectent l'éthique et la déontologie de leur métier ?* Ce retour permet de comparer les résultats de 2011 avec ceux de 2009 d'une part. D'autre part, il jette

un éclairage important dans le contexte actuel où l'avenir du Conseil de presse du Québec est l'objet d'une consultation de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Mme Christine St-Pierre.

Comme cela était déjà le cas à l'automne 2009, l'option d'un « *tribunal spécialisé en déontologie du journalisme, qui pourrait sanctionner et mettre à l'amende les journalistes et les médias fautifs* » est la plus populaire, avec 41 % d'appui. Tel que l'indique le graphique suivant, cela représente une augmentation absolue de 7 % comparativement à 2009 (hausse relative de 20 %). Quant à l'option favorable au *statu quo*, soit un « *Conseil de presse du Québec qui a uniquement un pouvoir de sanction morale* », elle est en recul avec 16 % d'appui, contre 20 % en 2009.

Qui devrait assurer que les journalistes respectent l'éthique et la déontologie de leur métier ?



Une analyse un peu plus approfondie suggère que plus on doute de l'indépendance des journalistes face aux pressions de l'argent, des partis politiques et du pouvoir, plus on aurait tendance à privilégier le tribunal spécialisé ou encore les tribunaux civils comme lieu d'imputabilité journalistique, mais cette tendance n'est pas solide sur le plan statistique.

Si l'option de confier cela à des « *tribunaux civils qui peuvent juger et sanctionner tous les citoyens, y compris les journalistes et les médias* », a perdu 2 points (moins que la marge d'erreur d'environ 3 %), on observe surtout une diminution de 5 points (16 % contre 21 % en 2009) de l'option du laisser-faire, que l'on pourrait associer au courant libertarien du *First Amendment* américain (*Personne car il faut respecter de façon absolue la liberté de la presse*).

Finalement, il semble que l'incertitude en matière d'imputabilité gagne du terrain depuis 2009 car la proportion de ceux qui refusent de répondre ou disent ne pas le savoir passe de 9 % à 14 %.

On observe ainsi que 70 % des Québécois favorisent une certaine imputabilité des journalistes et de leurs médias (ce qui regroupe les options du CPQ, des tribunaux déontologique et civils). Ils étaient 69 % dans ce cas en 2009. S'il y a stabilité à ce chapitre, il faut noter que l'option de l'autorégulation (option du *statu quo* du CPQ) a connu une chute importante car elle obtient moins de 23 % des appuis de ceux qui favorisent une certaine imputabilité, contre 29 % en 2009.

À l'automne 2009, nous avons suggéré que la perception négative du public était compatible avec les réserves et les critiques des chercheurs et observateurs des médias qui doutent de plus en plus de l'efficacité de mécanismes d'autorégulation (conseils de presse, ombudsman, médiateurs de presse, etc.) lorsque ceux-ci sont impuissants à assurer une autodiscipline qui passe notamment, mais pas exclusivement bien entendu, par l'imposition des sanctions réelles dans les cas de transgressions déontologiques graves. Cela nous semble encore être le cas.

Mais depuis 2009, le CPQ a fait beaucoup parler de lui, notamment à la suite du départ controversé de Quebecor Media qui a publiquement dénoncé cet organisme. Notons à cet effet

que les répondants de notre enquête qui estiment que les médias de Quebecor offrent la meilleure qualité d'information (23 % des Québécois) sont un peu plus favorables à l'option *libertarienne*, même si leur support envers le CPQ est proche de la moyenne générale des répondant. Ils ne témoignent donc pas d'un rejet significatif de cet organisme répudié par Quebecor Media. Par ailleurs, les répondants qui estiment que le quotidien *Le Devoir* offre la meilleure qualité d'information (6,5 % des Québécois) sont ceux qui favorisent le plus l'option d'un tribunal spécialisé en déontologie avec pouvoir de sanction.

Quelques considérations théoriques

Bien entendu, une enquête par sondage qui cherche à révéler les opinions et perceptions est toujours un exercice limité par sa méthodologie d'une part, et d'autre part par le fait que les statistiques obtenues ne permettent pas de comprendre pleinement les raisons qui motivent les choix des répondants. Des enquêtes qualitatives plus poussées seraient nécessaires au cours des prochaines années.

Pour l'instant, on peut suggérer que le faible soutien populaire manifesté envers le Conseil de presse du Québec n'est pas étranger à certains facteurs bien documentés: 1) la majorité des Québécois estiment que les médias et les journalistes travaillent avant tout pour leurs intérêts particuliers; 2) il y a une certaine méfiance quant à la capacité des journalistes de résister aux pouvoirs de l'argent, des partis et de la politique; 3) la concentration de la propriété de la presse est perçue comme une nuisance au droit du public à une information de qualité. On pourrait aussi ajouter que l'époque est à la vigilance éthique, voire une hypervigilance, qui favorise la création de dispositifs d'imputabilité plus contraignants.

Si les attentes du public sont plus élevées, il est possible que celui-ci soit moins enclin à supporter des dispositifs d'autorégulation qui ne peuvent imposer des sanctions autres que morales. De telles sanctions morales ont certes du poids chez les journalistes et les dirigeants de médias qui reconnaissent l'importance de l'éthique et de la déontologie, mais laissent indifférents ceux qui considèrent ces questions comme des entraves à leur liberté d'expression ou à la rentabilité économique des entreprises de presse.

- 30 -